

L'ORDRE DES CHOSES...

Depuis bientôt six mois, ici et là, quelques «*augures*» prédisent une «*rentrée*» d'octobre particulièrement agitée. Qu'il me soit permis de penser que les lourds nuages obstruant le front social n'amèneront pas la tempête, mais tout au plus quelques remous, sans grand intérêt, et sans grande importance.

Octobre, après avoir été le mois des Révolutions, n'est plus que celui des «*rendez-vous*».

Le plan de stabilisation

Foutu plan, comme tous les plans d'ailleurs qui refusent obstinément de tenir compte des aspirations légitimes des individus. Je pourrai même écrire plan foutu, l'augmentation du S.M.I.G. étant maintenant inévitable, l'indice des 179 articles, après moult tripotages pompidouiques ayant augmenté de plus de 2,5%, le S.M.I.G. va être contraint de suivre la manœuvre, passant ainsi dans la zone sans abattement de 1,88 fr. à 1,93 fr.

Cinq centimes de l'heure! Les salopards qui se prélassent à Matignon ou dans les environs en parlant d'austérité tout en palpant 90.000 fr. par an (frais compris) mériteraient que les milliers de pauvres bougres exploités, touchés par cette «*mesure*» viennent leur cracher dans la gueule, en attendant de passer aux choses sérieuses!

Dans le secteur privé, l'augmentation du S.M.I.G. ne va pas manquer d'entraîner, comme de coutume, et tout au moins dans les branches en expansion, une augmentation des salaires, accroissant ainsi l'écart, déjà important, avec le secteur public.

L'augmentation des salaires se répercutant dans les prix de revient, vous connaissez la suite...

Le plan de stabilisation, lancé le 12 septembre 1963 pour corriger les erreurs de tir du 4^{ème} plan, n'aura, en définitive, réussi qu'à stabiliser les salaires pendant un certain temps et contribuer à détériorer, s'il en était besoin, la situation sur le plan intérieur et extérieur.

La régression dans l'instabilité

Les mesures prises pour assurer «*l'expansion dans la stabilité*» tournant en eau de boudin, nous assistons maintenant à une tragique «*régression dans l'instabilité*». Je dis tragique car les premières victimes (et peut-être même les seules!) seront les travailleurs. Incohérence de tous les systèmes capitalistes: les victimes des erreurs sont, justement, ceux que l'on exploite et que l'on empêche de prendre part à la gestion et aux décisions!

Après les charbonnages, les chantiers navals, l'industrie automobile connaît de sérieuses difficultés. Et ce ralentissement aura de sérieuses répercussions sur la sidérurgie, l'industrie électrique, le caoutchouc, les matières plastiques, la glacerie, la peinture, les textiles, etc... La pente est savonneuse, gare à l'arrivée!

Détendre le marché de l'emploi

Dans ces conditions, le patronat va faire tout son possible pour «*détendre le marché de l'emploi*». Pour ce faire, il va encourager vigoureusement l'immigration des travailleurs étrangers. Des contacts sont actuellement pris en Turquie à ce sujet par le ministricule Marcellin. Pendant le premier semestre 1964, 78.000 travailleurs étrangers sont entrés en France, contre 59.000 durant le premier semestre 1963.

La disponibilité et la mobilité de cette main-d'œuvre « bon marché » encourage une politique qui ne tardera pas à créer un chômage artificiel, permettant de jouer efficacement sur le marché du travail, bâillant les revendications ouvrières, bloquant les salaires au niveau le plus bas.

Entendons-nous bien: il n'est pas question de protester contre l'emploi de travailleurs étrangers, mais contre l'usage que l'on veut en faire, ces travailleurs risquant, en cas de détente du marché de l'emploi, de se retrouver au chômage et de grossir les rangs des malheureux dont l'horizon tient tout entier dans un bidonville.

Dans tous les cas, ce sont les travailleurs déjà les plus défavorisés qui seront touchés par ces mesures, la main-d'œuvre d'immigration étant rarement qualifiée. Consciemment, le patronat a l'intention d'amener progressivement une partie importante de la population à la frontière de la misère. Pour parvenir à ses fins, il n'hésitera pas à «*acheter*» (il n'y a pas d'autres mots) la main-d'œuvre qualifiée, accroissant ainsi une inégalité révoltante.

Perspectives d'avenir

Dans ces conditions, ainsi que je l'écrivais au début de cet article, le «*rendez-vous*» d'octobre risque fort de n'avoir que des conséquences sans grand intérêt. Et il en sera ainsi tant que la classe ouvrière refusera d'ouvrir les yeux, abruti par la propagande, décontenancée par les multiples tripatouillages syndicaux, écoeurée de l'inefficacité des actions entreprises. Et il est inévitable que ces actions soient inefficaces, puisque le problème n'est pas correctement posé: l'augmentation des salaires, la diminution de la durée du travail, la protection du délégué syndical dans l'entreprise (à ce sujet, pourquoi protéger uniquement le délégué syndical et non pas l'ensemble des travailleurs?) ne sont que des palliatifs, permettant, dans le meilleur des cas, d'obtenir un éphémère mieux-être, aussitôt remis en question.

Pour sortir de ce cercle infernal, la classe ouvrière devra passer à l'action et exiger la GESTION DIRECTE. Oh! bien sûr, cela ne résoudra pas tous les problèmes, «*l'âge d'or*» ne sera pas pour demain, mais, enfin, les problèmes seront correctement posés et il sera alors possible de les résoudre.

Sans cette prise de conscience, la situation actuelle continuera: d'un côté la misère, de l'autre l'opulence... L'ordre des choses, en quelque sorte.

Georges DRAREG.
